

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

LE/PL/2013-74.1

Groupe de Subdivisions : UT 21

Subdivision : 1

Nom de l'inspecteur : Laurent EUDES

Date de la lettre d'annonce de l'inspection :

Date de l'inspection : 09 décembre 2013

Type d'inspection : ☒ approfondie ou ☐ courante ou ☐ ponctuelle
☐ inopinée ou ☒ annoncée
☐ planifiée ou ☒ circonstancielle
☐ carrière avec RGIE ou ☐ carrière sans RGIE

Détail des circonstances :

Inspection réalisée dans le cadre de la campagne COV

Société : PLASTO TECHNOLOGIES

Commune : CHENOVE

Autorisation

Activité : Fabrication d'adhésifs à usage industriel et pharmaceutique et d'étiquettes

Priorité : Nationale

Liste des installations inspectées :

L'inspection a porté sur la mise en place par l'établissement des modalités pour respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 en matière de rejet de COV.

Thèmes : Air – Rejets en COV

Référentiels de l'inspection :

Arrêté ministériel du 2 février 1998 en matière de rejet de COV.
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 juin 2012.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

- Monsieur PAUTET – Directeur Industriel et Développement
- Monsieur PEREIRA – Coordinateur HSE

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

L'objet de l'inspection était de s'assurer que les nouvelles installations de traitement des COV (oxydeur MEGTEC), fonctionnelles depuis début 2013 sont exploitées de manière satisfaisante.

Aucune non-conformité n'a été relevée par l'inspection.


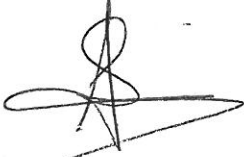
L'ensemble des constats figure dans le tableau des constats.

Suites envisagées : Sans

Liste des documents établis suite à la visite :

Lettre à l'exploitant.

Date et signature de l'inspecteur : 12 DEC. 2013

Le rédacteur	Le vérificateur et l'approbateur
<p data-bbox="215 443 702 477">L'Inspecteur des Installations Classées</p>  <p data-bbox="359 633 558 667">Laurent EUDES</p>	<p data-bbox="858 443 1500 477">Le Responsable de l'Unité Territoriale de Côte d'Or</p>  <p data-bbox="1066 633 1289 667">Alain SZYMCAK</p>

Fiche de constatations
Inspection du 09 décembre 2013
SOCIETE PLASTO TECHNOLOGIES à CHENOVE

L'inspection a amené l'inspecteur à formuler les observations suivantes :

Articles de l'AM du 02/02/1998	Exigences	Nature du constat :	Observations
27.7.a)	<p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffusées sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.</p> <p>(Arr. 2 mai 2002, art. 2, I). Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³ « ou 50 mg par m³ » si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue à l'article 3.4 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant examine notamment la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessus pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) :</p> <p>NOx (note 1) (en équivalent NO2) : 100 mg/m³ ;</p> <p>CH4 : 50 mg/m³ ;</p> <p>CO : 100 mg/m³.</p> <p>(Arr. 2 mai 2002, art. 2, II). Ces valeurs limites relatives à l'oxydation sont également applicables aux installations visées aux « 190 à 360 » de l'article 30 du présent arrêté, sauf si les valeurs limites spécifiées par les 190 à 350 de l'article 30 du présent arrêté sont plus sévères.</p>	<p>- Conforme</p> <p>- Non-conformité</p> <p>- Non-conformité majeure</p> <p>- Observation</p> <p>- Remarque</p> <p>- Absence de remarque</p> <p>- Inadéquation de la prescription</p> <p>Conforme</p>	<p>L'exploitant a fait procéder à l'analyse des rejets de l'oxydeur BABCOCK par la société COVAIR le 18 décembre 2012. Le rejet en Nox est de 191 mg/m³ > aux 100 mg attendus. Cette différence s'explique par la présence de la DMF (Diméthylformamide) qui oxydée produit des oxydes d'azote.</p> <p>La nouvelle ligne d'enduction KMEC et l'oxydeur associé MEGTEC sont utilisés industriellement mais n'ont pas fait encore l'objet d'analyses par une entreprise extérieure. Les analyses réalisées en interne sont satisfaisantes.</p>
27.7 b)	<p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée</p>	Absence de remarque	

	en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.			
27.7 c)	<p>« c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.</p> <p>Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement. »</p>	Conforme	Un seul produit est classé à risque, R61, la DMF.	Les analyses des rejets en DMF le 18 décembre 2012 sont conformes (< 1.23 mg/Nm ³) pour une valeur limite de 10 mg/Nm ³ .
27.7 d)	<p>Les installations dans lesquelles sont exercées deux ou plusieurs des activités visées par les « 19° à 36° » de l'article 30 du présent arrêté sont tenues de respecter les exigences prévues pour les substances indiquées au point c ci-dessus et, pour les autres substances :</p> <ul style="list-style-type: none"> — de respecter les dispositions des 19° à 35° de l'article 30 du présent arrêté, pour chaque activité prise individuellement ; 	Conforme		

	<p>– ou d'atteindre un niveau total d'émission ne dépassant pas celui qui aurait été atteint en application du tiret ci-dessus.</p>				L'exploitant dans sa lettre du 21 mai 2008 (en réponse à l'inspection COV du 19 décembre 2007) a indiqué qu'il ne souhaitait plus opter pour un SME et préfère s'en tenir au respect des VLE de l'AM du 2 février 1998.
27.7 e)	<p>Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV : Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p>	Conforme			
28	<p>Dans le cas où une installation rejette le même polluant par divers rejets canalisés, les dispositions de l'article 27 s'appliquent à chaque rejet canalisé dès lors que le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus dépasse le seuil fixé à l'article 27.</p>	Conforme			
28.1	<p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>	Conforme			
29	<p>Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.</p> <p>Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.</p>	Absence de remarque			
30.20	<p>Application de revêtement adhésif sur support quelconque : (toute activité dans laquelle une colle est appliquée sur une surface, à l'exception des revêtements et des adhésifs entrant dans des procédés d'impression) : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes : "Si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les</p>	Conforme			Voir les articles 27.7a et suivants:

	<p>rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³. En cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation des solvants récupérés, la valeur limite d'émission exprimée en carbone total est de 150 mg/m³, sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³. En cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation des solvants récupérés, la valeur limite d'émission canalisée exprimée en carbone total est de 150 mg/m³, sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée".</p>		
59.7°	<p><u>Composés organiques volatils :</u></p> <p>La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total, dépasse : - 15 kg/h dans le cas général ; - 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées ; - le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant « une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou » une phase de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, ou les composés halogénés présentant « une mention de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 », dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). <p>Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p> <p>Dans les autres cas, des prélèvements instantanés sont réalisés.</p> <p>Dans le cas où le flux horaire de COV visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant « des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou » des phases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou les composés halogénés « présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 »</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p>	<p>Le Flux horaire émis est inférieur à 10 kg/heure</p> <p>Analyses annuelles</p>

	<p>dépasse 2 kg/h sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes.</p> <p>Lorsque l'installation est équipée d'un oxydateur, la conformité aux valeurs limites d'émissions en NOx, méthane et CO prévues au point 7 de l'article 27 doit être vérifiée une fois par an, en marche continue et stable."</p>	Conforme	
Articles de l'AP du 22/06/2012	Exigences	Nature du constat : - Conforme - Non-conformité - Non-conformité majeure - Observation - Remarque - Absence de remarque - Inadéquation de la prescription	Observations
3.2.3	<p>L'usage de DMF est limité à 19 tonnes par an.</p> <p>Les émissions diffuses ne doivent pas dépasser 20 % de la quantité des solvants utilisés.</p> <p>L'exploitant reste soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel intégré du 2 février 1998.</p> <p>Il cherchera, d'une part, à réduire à la source l'utilisation de solvants (usage de Hot melt, etc) et, d'autre part à limiter le plus possible les émissions canalisées et diffuses.</p> <p>La démonstration de cette recherche sera apportée chaque année et jointe au Plan de Gestion des Solvants. Ce dernier fera apparaître de façon précise la quantité de DMF utilisée dans l'année.</p>	Conforme Conforme Conforme Conforme	Émissions diffuses à hauteur de 13 %. Consigné dans le PGS.
9.2.1	Afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'oxydeur, un suivi renforcé des émissions de COV au niveau de l'oxydeur et de l'installation SICES est réalisé. Ainsi, l'exploitant réalise en interne avec un appareillage dédié, certifié, une analyse de la qualité des rejets à la fréquence d'une analyse par semaine pendant trois mois.	Conforme	Cf tableau de suivi remis en séance.

	<p>Si toutes les analyses sont conformes, la fréquence de mesure passe à une fois par mois. En cas de résultats non conformes, l'installation sera immédiatement arrêtée pour une vérification et remise en conformité. Après la remise en fonctionnement, la fréquence repasse à une fois par semaine pendant 3 mois.</p>		
--	--	--	--

